

# Dépenses des administrations publiques selon la fonction, 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le mardi 28 novembre 2023

---

## En 2022, les dépenses totales des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales ont baissé de 7,1 milliards de dollars

Les dépenses de tous les ordres de l'administration publique au Canada, à l'exception de la consommation de capital fixe, se sont chiffrées à 962,7 milliards de dollars en 2022, en baisse de 0,7 %, ou de 7,1 milliards de dollars par rapport à 2021. Il s'agit de la deuxième année consécutive de baisse des dépenses des administrations publiques depuis qu'elles ont atteint un niveau record de 1 049,3 milliards de dollars en 2020, en raison des dépenses liées à la réponse à la pandémie de COVID-19.

La baisse des dépenses en 2022 est surtout attribuable à la protection sociale et aux affaires économiques, les administrations publiques ayant mis fin aux mesures restantes mises en place en réponse à la pandémie. Bien que les dépenses aient diminué de façon importante dans ces deux catégories, les dépenses dans toutes les autres catégories ont augmenté, principalement dans les services généraux des administrations publiques (+18,5 milliards de dollars ou +14,2 %).

## L'administration publique canadienne dépense moins pour la protection sociale, et plus pour la santé

Les administrations publiques canadiennes consolidées, c'est-à-dire les administrations fédérale, provinciales, territoriales, locales et les autres entités gouvernementales combinées, ont réduit leurs dépenses relatives à la protection sociale de 8,2 % par rapport à 2021 pour se chiffrer à 235,5 milliards de dollars en 2022. Pour la première fois depuis 2017, la protection sociale est devenue la deuxième catégorie de dépenses la plus importante de l'administration publique. Les dépenses de santé, qui se sont classées au premier rang, ont augmenté de 3,0 %, pour atteindre 235,9 milliards de dollars en 2022.

La protection sociale comprend plusieurs programmes dont la Sécurité de la vieillesse, les allocations familiales, les prestations d'invalidité et les prestations d'assurance-emploi. La réduction des dépenses de protection sociale affichée en 2022 est principalement attribuable à la baisse des dépenses associées à l'assurance-emploi (-31,4 milliards de dollars) en raison de la fin des programmes fédéraux mis en place pour faire face à la pandémie.

## Augmentation des paiements d'intérêts des administrations publiques

Les services généraux des administrations publiques ont augmenté de 18,5 milliards de dollars, ou de 14,2 %, pour atteindre 149,4 milliards de dollars en 2022. Ces services publics généraux comprennent les dépenses liées à des postes comme les organes exécutifs et législatifs, les affaires fiscales, l'aide étrangère et les transactions sur la dette publique.

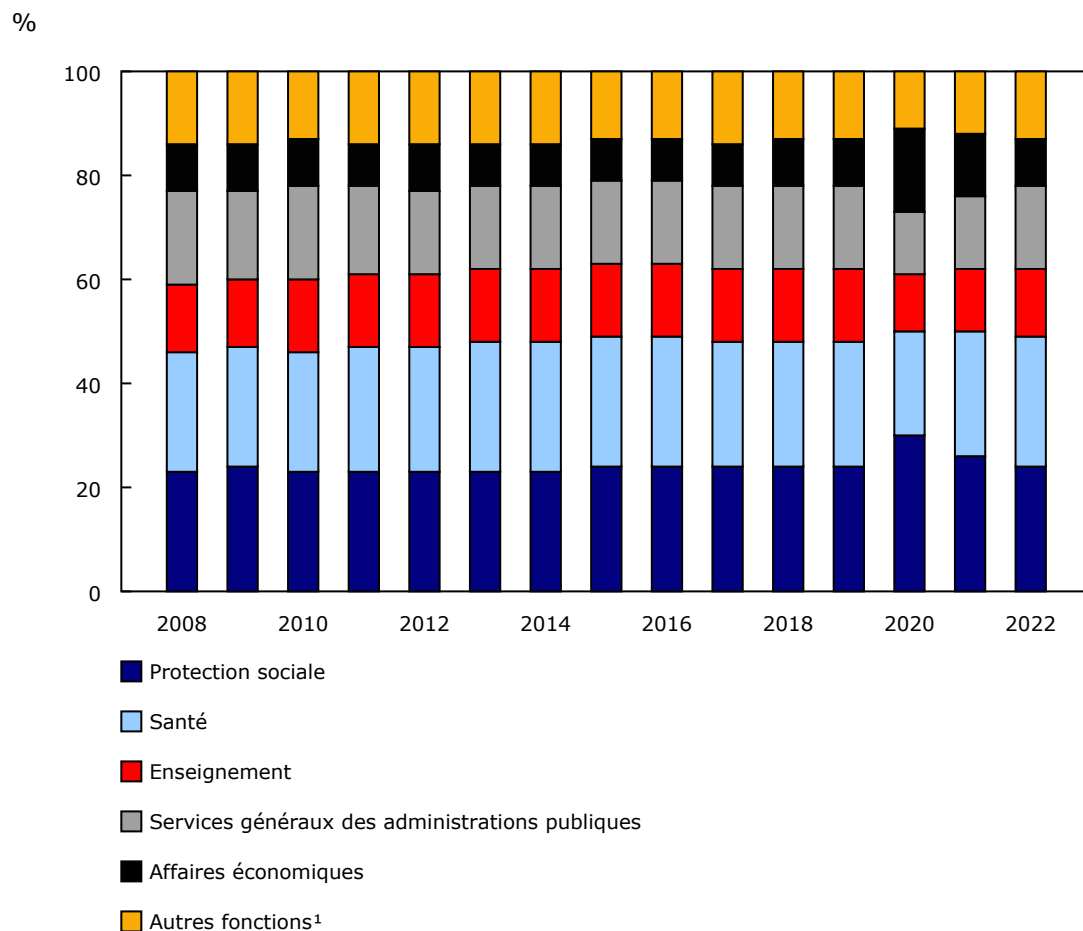
Les paiements d'intérêts se sont chiffrés à 12,0 milliards de dollars du montant des 18,5 milliards de dollars de hausse. Il s'agit d'une augmentation de 18,6 % des paiements d'intérêts versés par tous les ordres de gouvernement au Canada en 2022. Cette hausse coïncide avec les augmentations du taux directeur de la Banque du Canada en 2022, qui ont exercé des pressions à la hausse sur les coûts d'emprunt. En 2022, les paiements d'intérêts ont représenté 7,9 % ou 76,4 milliards de dollars des dépenses totales des administrations publiques.

## Fin de la Subvention salariale d'urgence du Canada

Les dépenses relatives aux affaires économiques ont reculé de 22,9 %, passant de 117,4 milliards de dollars en 2021 à 90,5 milliards de dollars en 2022 et elles ont constitué la plus importante source de la baisse des dépenses publiques en 2022. Cette baisse est principalement attribuable à la fin du programme de la Subvention salariale d'urgence du Canada. Les affaires économiques désignent les activités économiques comme l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière ou les transports.



**Graphique 1**  
**Part des dépenses des administrations publiques générales consolidées, selon la fonction, de 2008 à 2022**



1. La catégorie « Autres fonctions » comprend la défense, l'ordre et la sécurité publics, la protection de l'environnement, le logement et les équipements collectifs, ainsi que les loisirs, la culture et la religion.  
 Source(s) : Tableau 10-10-0005-01.

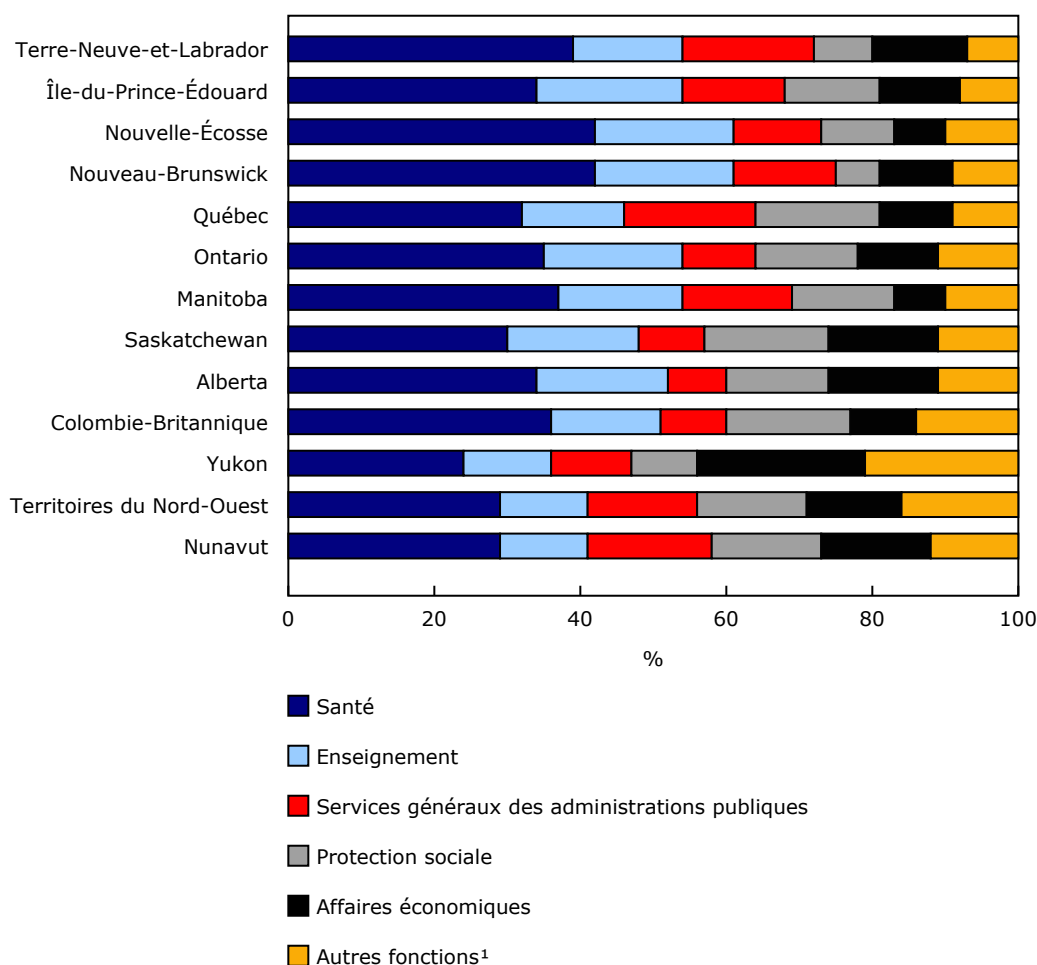
## Les soins de santé représentent plus du tiers des dépenses des administrations publiques provinciales, territoriales et locales

Les dépenses au chapitre des soins de santé des administrations publiques provinciales, territoriales et locales combinées ont augmenté de 4,5 % par rapport à 2021 pour atteindre 225,8 milliards de dollars en 2022. Les soins de santé constituaient toujours le plus important poste de dépenses de ces administrations publiques, à savoir plus du tiers (34,4 %) des dépenses totales.

Parmi les provinces, les dépenses en soins de santé par habitant ont été les plus élevées à Terre-Neuve-et-Labrador (7 080 \$), suivie de la Nouvelle-Écosse (6 851 \$) et du Nouveau-Brunswick (6 727 \$). En revanche, les dépenses en soins de santé par habitant les moins élevées ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard (5 239 \$), suivie de l'Ontario (5 270 \$) et de l'Alberta (5 378 \$).

À l'échelle provinciale, les services hospitaliers ont représenté la plus grande proportion des dépenses relatives aux soins de santé (à savoir un peu plus des deux tiers des dépenses ou 67,1 %), suivis des services ambulatoires (15,8 %) et des produits, appareils et matériels médicaux (7,0 %).

## Graphique 2 Part des dépenses des administrations publiques provinciales, territoriales et locales consolidées, selon la fonction, 2022



1. La catégorie « Autres fonctions » comprend l'ordre et la sécurité publics, la protection de l'environnement, le logement et les équipements collectifs, ainsi que les loisirs, la culture et la religion.  
Source(s) : Tableau 10-10-0005-01.

## Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales ont augmenté les mesures de protection sociale en 2022

Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales ont augmenté les dépenses liées à la protection sociale de 7,9 % par rapport à 2021 pour atteindre 96,3 milliards de dollars en 2022. Cette augmentation est en grande partie attribuable à une augmentation des dépenses consacrées à la protection des personnes vulnérables (+3,7 milliards de dollars) ainsi que des familles et des enfants (+1,7 milliard de dollars).

Le crédit d'impôt de la Colombie-Britannique du programme d'action pour le climat pour les personnes à faible revenu et le crédit d'impôt pour soutien aux aînés du Québec sont les deux principaux facteurs à l'origine de l'augmentation des dépenses pour les personnes vulnérables. Parallèlement, toutes les provinces et tous les territoires du Canada ont vu leurs dépenses consacrées à la famille et aux enfants augmenter en 2022. Cela s'explique en grande partie par les dépenses provinciales et territoriales en matière de garderies, les provinces et les territoires ayant reçu des transferts de fonds du gouvernement fédéral dans le cadre de l'initiative de services de garde des jeunes enfants à « 10 \$ par jour ».

Parmi les administrations publiques provinciales et locales, les dépenses par habitant en matière de protection sociale en 2022 ont été les plus élevées en Saskatchewan (3 307 \$), suivie du Québec (3 178 \$); ces dépenses ont été les moins élevées au Nouveau-Brunswick (1 063 \$), suivi de Terre-Neuve-et-Labrador (1 384 \$).

**Tableau 1**  
**Dépenses consolidées par habitant, selon la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques, 2022**

	Administration publique canadienne	Administration publique fédérale <sup>1</sup>	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
	dollars							
<b>Services généraux des administrations publiques</b>	<b>3 759</b>	<b>3 024</b>	<b>1 999</b>	<b>3 231</b>	<b>2 247</b>	<b>1 886</b>	<b>2 207</b>	<b>3 475</b>
Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaires financières et fiscales, affaires étrangères	535	308	280	494	221	362	352	433
Aide économique extérieure	165	165	0	0	0	0	0	0
Services généraux	887	380	533	1 428	1 112	545	924	920
Recherche fondamentale	7	72	2	0	0	14	0	5
Opérations concernant la dette publique	1 923	815	1 111	1 303	896	727	904	1 940
Services généraux des administrations publiques n.c.a. <sup>2</sup>	242	1 284	73	6	23	237	25	177
<b>Défense</b>	<b>534</b>	<b>543</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Défense militaire	482	491	0	0	0	0	0	0
Défense civile	14	14	0	0	0	0	0	0
Aide militaire à des pays étrangers	33	33	0	0	0	0	0	0
Défense n.c.a. <sup>2</sup>	5	5	0	0	0	0	0	0
<b>Ordre et sécurité publics</b>	<b>1 179</b>	<b>459</b>	<b>821</b>	<b>634</b>	<b>559</b>	<b>591</b>	<b>835</b>	<b>675</b>
Services de police	572	251	372	267	204	221	437	316
Services de protection contre l'incendie	138	0	139	88	58	104	125	92
Tribunaux	162	31	131	108	99	139	28	160
Administration pénitentiaire	140	66	75	82	105	51	57	45
Ordre et sécurité publics n.c.a. <sup>2</sup>	168	110	105	88	87	75	190	61
<b>Affaires économiques</b>	<b>2 276</b>	<b>716</b>	<b>1 790</b>	<b>2 439</b>	<b>1 775</b>	<b>1 097</b>	<b>1 563</b>	<b>1 838</b>
Tutelle de l'économie générale, des affaires commerciales et de l'emploi	499	347	273	817	582	316	377	281
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	325	116	237	125	378	127	195	222
Combustibles et énergie	300	16	296	800	12	89	12	6
Industries extractives et manufacturières, construction	12	0	12	17	12	0	0	34
Transports	874	136	801	625	600	476	837	898
Affaires économiques n.c.a. <sup>2</sup>	267	101	172	56	192	90	140	397
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>636</b>	<b>305</b>	<b>336</b>	<b>213</b>	<b>378</b>	<b>328</b>	<b>218</b>	<b>323</b>
Gestion des déchets	117	17	102	127	163	141	64	96
Gestion des eaux usées	99	0	101	32	6	29	83	73
Lutte contre la pollution	263	210	54	6	186	26	8	104
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	57	23	35	19	12	49	19	15
Protection de l'environnement n.c.a. <sup>2</sup>	99	56	45	32	12	84	42	34
<b>Logement et équipements collectifs</b>	<b>370</b>	<b>132</b>	<b>241</b>	<b>196</b>	<b>146</b>	<b>324</b>	<b>208</b>	<b>177</b>
Logement et équipements collectifs	123	44	80	35	12	52	98	45
Alimentation en eau	209	81	129	121	105	99	75	80
Éclairage public	15	0	15	28	12	40	34	12
Logement et équipements collectifs n.c.a. <sup>2</sup>	23	6	17	9	12	131	1	41
<b>Santé</b>	<b>5 937</b>	<b>1 376</b>	<b>5 682</b>	<b>7 080</b>	<b>5 239</b>	<b>6 851</b>	<b>6 727</b>	<b>6 049</b>
Produits, appareils et matériels médicaux	408	9	398	356	233	301	398	495
Services ambulatoires	907	43	897	826	739	779	1 010	859
Services hospitaliers	3 815	6	3 811	4 852	3 562	4 775	4 728	4 390
Services de santé publique	377	28	350	276	140	586	317	124
Santé n.c.a. <sup>2</sup>	431	1 290	227	770	559	410	275	180
<b>Loisirs, culture et religion</b>	<b>540</b>	<b>159</b>	<b>388</b>	<b>257</b>	<b>198</b>	<b>392</b>	<b>202</b>	<b>450</b>
Services récréatifs et sportifs	170	20	151	138	140	124	110	157
Services culturels	189	75	117	76	58	59	68	203
Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	120	61	59	0	0	0	0	9
Loisirs, culture et religion n.c.a. <sup>2</sup>	62	3	60	43	6	210	24	81
<b>Enseignement</b>	<b>3 068</b>	<b>279</b>	<b>2 821</b>	<b>2 818</b>	<b>3 172</b>	<b>3 035</b>	<b>3 069</b>	<b>2 631</b>
Enseignement primaire et secondaire	1 813	18	1 797	1 771	1 991	1 660	1 944	1 779
Enseignement collégial	386	45	342	246	396	294	271	364
Enseignement universitaire	696	44	652	742	728	1 059	725	459
Enseignement n.c.a. <sup>2</sup>	173	172	31	58	52	22	129	29
<b>Protection sociale</b>	<b>5 926</b>	<b>3 741</b>	<b>2 424</b>	<b>1 384</b>	<b>2 020</b>	<b>1 576</b>	<b>1 063</b>	<b>3 178</b>
Maladie et invalidité	959	202	760	431	902	600	325	508
Vieillesse	1 881	1 806	76	2	6	7	38	7
Famille et enfants	1 585	989	735	354	704	320	246	1 560
Chômage	386	351	35	0	0	0	0	36
Logement	246	90	232	196	297	266	135	153



	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut
Maladie et invalidité	782	747	2 047	1 126	629	583	2 596	222
Vieillesse	143	0	1	131	13	224	157	74
Famille et enfants	465	843	594	524	526	1 188	1 321	1 433
Chômage	15	93	2	144	6	0	179	124
Logement	186	179	163	134	543	897	2 261	6 373
Exclusion sociale n.c.a. <sup>2</sup>	287	168	42	64	876	538	761	1 186
Protection sociale n.c.a. <sup>2</sup>	176	338	456	32	87	22	1 276	99

1. Les données de l'administration publique fédérale ne sont pas consolidées.

2. n.c.a. = non classés ailleurs.

Source(s) : Tableaux [17-10-0009-01](#), [10-10-0024-01](#) et [10-10-0005-01](#).

## Note aux lecteurs

La Classification canadienne des fonctions des administrations publiques (CCFAP) permet d'organiser les dépenses des administrations publiques selon leurs principales fonctions socioéconomiques. Ces renseignements permettent d'obtenir un aperçu important sur la façon dont les administrations publiques dépensent l'argent et sur le rôle qu'elles jouent dans la prestation de services.

Cette classification constitue une variante de la norme internationale de classification fonctionnelle des dépenses qui a été élaborée par l'Organisation de coopération et de développement économiques. Elle remplace le Système de gestion financière qui a été utilisé par Statistique Canada jusqu'en 2008.

Actuellement, les données sur les dépenses de la CCFAP excluent les dépenses liées aux acquisitions d'actifs non financiers et à la consommation de capital fixe. Des améliorations futures pourraient comprendre la fonctionnalisation des dépenses en immobilisation et la consommation de capital fixe.

Les estimations des administrations publiques provinciales, territoriales et locales (APPTL) consolidées sont recommandées aux fins de comparaison entre les provinces et les territoires puisqu'il est possible que les provinces et les territoires définissent différemment les responsabilités entre les différents ordres de gouvernement. Ces estimations regroupent les administrations publiques provinciales et territoriales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et les collèges, les municipalités, les autres administrations publiques locales ainsi que les commissions scolaires, tout en excluant les transactions entre les parties. Les estimations de l'administration publique canadienne consolidée regroupent les données des administrations publiques fédérales et celles des APPTL. Elles excluent les données concernant le Régime de pensions du Canada, le Régime de rentes du Québec ou les entreprises publiques fédérales et provinciales.

Le cadre constitutionnel des APPTL des territoires diffère de celui en vigueur dans les provinces, ce qui donne lieu à des différences en matière de pouvoirs financiers et de rôles des administrations publiques. Ces différences, qui s'ajoutent à d'autres spécificités géographiques, démographiques et socioéconomiques entre le Nord et le reste du Canada, donnent lieu à des différences importantes en matière de statistiques financières des administrations publiques.

Étant donné les disparités importantes dans la taille des estimations des APPTL entre les provinces et les territoires en raison des différentes tailles de population, les données par habitant sont utilisées aux fins de comparaison des dépenses. Les données par habitant sont fondées sur les estimations démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires qui figurent dans le tableau [17-10-0009-01](#).

Les données annuelles correspondent à la fin de l'exercice financier qui se rapproche le plus du 31 décembre. Par exemple, les données de l'exercice financier de l'administration publique fédérale se terminant le 31 mars 2023 (exercice financier 2022-2023) sont déclarées pour l'année de référence 2022.

Tableaux disponibles : [10-10-0005-01](#) et [10-10-0024-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5218](#).

L'infographie « [Aperçu des dépenses des administrations publiques selon la fonction, 2022-2023](#) » est maintenant accessible dans le cadre de la série *Statistique Canada – Infographies* ([11-627-M](#)).

La structure et les descriptions de la [Classification canadienne des fonctions des administrations publiques](#) sont maintenant accessibles à partir du module *Informations connexes* du site Web de Statistique Canada.

Des renseignements supplémentaires sont offerts dans la publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)). Le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-606-G](#)) est aussi accessible. Cette publication a été mise à jour pour y inclure le [Chapitre 9. Statistiques de finances publiques](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias ([statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca](mailto:statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca)).